

Expulsion de l'aire d'accueil de Wattignies

Ce mardi 20 février 2024 à l'aube, une dizaine de flics armés se sont réunis à l'aire d'accueil permanente des gens du voyage de Wattignies sous l'ordre de la préfecture à la demande de la MEL.

Sous la supervision de M Wambergue - chef de service politique d'accueil des gens du voyage de la métropole - les familles ont reçues un ultimatum pour quitter les lieux sous 45 minutes. Alors que les familles tentaient d'alerter la mairie, demandant un délai à l'expulsion, le maire a refusé de les recevoir, arguant qu'aucun enfant n'était scolarisé dans sa ville.

Le rectorat a été alerté par les chef.fes d'établissements qui assurent avoir fourni les certificats de scolarité de l'ensemble des élèves. Parmi ces élèves, six particulièrement assidues du collège Jean Moulin de Wattignies ont quitté l'établissement en milieu de journée sous le regard de leurs camarades en pleurs, ajoutant un peu plus à l'humiliation subie.

« Elles n'iront nulle part ».

Questionné sur la destination d'accueil des familles, la réponse que M Wambergue a donné était un laconique « nulle part » : les autres aires d'accueil de la métropole sont pleines, il ne fera rien pour elles. Il « ne fait pas de la politique, et n'est qu'un fonctionnaire exécutant les ordres de la MEL », assure le chef de service **Politique** d'accueil des gens du voyage de la métropole.

Contacté, M Wambergue n'a pas répondu à nos sollicitations.

Déjà pointée du doigt pour le manque d'aires permanentes d'accueil de gens du voyage, la MEL choisit ainsi d'expulser sans aucune possibilité ni volonté de relogement ces familles.

Les syndicats de l'Union Locale de la CNT de Lille se déclarent solidaires des familles gitanes expulsées et continueront à exiger des comptes à la MEL, tout en continuant de dénoncer les pratiques racistes de sédentarisation forcée et de précarisation volontaire.

